

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

N° 25-TV004CCH

Marché en appel d'offres ouvert

**Objet : Marché de travaux pour l'opération de « « Regroupement des activités d'hématologie
sur le site de COCHIN – Bâtiment PASTEUR »
Phase 2 : Réhabilitation et extension neuve**

Publication : B.O.A.M.P (via plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>) - Avis adressé
le 27 janvier 2025

Date limite pour réaliser la visite : le mercredi 26 février 2025 au plus tard

Date limite pour toute question : le jeudi 27 février 2025 à 16 heures

Date limite pour l'envoi des réponses aux questions : le lundi 3 mars 2025 à 18 heures

Date limite de remise des offres : Le 10 mars 2025 à 12 heures

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1 MODALITES DE LA CONSULTATION	3
2.2 FORME DU PRIX	7
2.3 DECOMPOSITION EN LOTS, TRANCHES ET ETENDUE	8
2.4 MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	8
2.5 MODALITES DE MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION :	8
2.6 VARIANTE - PRESTATION SUPPLEMENTAIRE ÉVENTUELLE	8
2.7 MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	9
2.8 PERIODE D'EXECUTION	9
2.9 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	9
2.10 GROUPEMENT DE CANDIDATS	9
2.11 SOUS-TRAITANCE	10
2.12 VISITE DES CANDIDATS :	10
ARTICLE 3. CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET DES DOSSIERS D'OFFRE	12
3.1 LES CONDITIONS DE LANGUE	12
3.2 LE DOSSIER DE CANDIDATURE	12
3.3 OFFRE TECHNIQUE ET FINANCIERE	16
3.4 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES DEMATERIALISEES	18
ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	19
ARTICLE 5. DEPOT D'ECHANTILLONS.....	21
ARTICLE 6. SELECTION DES CANDIDATURES ET ANALYSE DES OFFRES	21
6.1 SELECTION DES CANDIDATURES.....	22
6.2 ANALYSE DES OFFRES.....	22
ARTICLE 7. NOTIFICATION DES RESULTATS	24
ARTICLE 8. VOIES DE RECOURS	25
ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	25

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	2 / 25

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation porte sur un Marché de Travaux pour l'opération de « Regroupement des activités d'hématologie sur le site de COCHIN – Bâtiment PASTEUR » Phase 2 : Réhabilitation et extension neuve.

Dans le cadre du regroupement des activités d'hématologie sur le site de Cochin, bâtiment Pasteur, l'opération portée par le GHU AP-HP Centre Université Paris Cité, site Cochin consiste en :

- Le désamiantage, le curage et la démolition des bâtiments dans le périmètre de l'opération (phase 1)
- La réhabilitation de l'existant conservé et la construction d'une extension neuve (phase 2)

Les présents marchés s'appliquent sur la phase 2 :

- Injections pour le confortement des carrières
- Fondations
- Réhabilitation de l'existant conservé
- Construction d'une extension neuve

Situés au 8 rue Méchain, 75 014 Paris.

La phase préalable de désamiantage, curage et démolition a fait l'objet d'une procédure de consultation de marchés distincte (phase 1).

La présente consultation consiste en la relance des lots 2, 7 et 12 de la consultation 24-TV242CCH du 28/06/2024.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Modalités de la consultation

La procédure de consultation est l'appel d'offres ouvert, en application des articles R.2124-(1 à 6), R.2161-(2 à 5) du Code de la Commande Publique en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera couvert par l'accord international sur les marchés publics (AMP).

Le dossier de consultation est composé par les documents mentionnés suivants et est disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> :

L'ensemble des pièces du DCE (RC, AE, CCAP, CCTP, DPGF, pièces administratives, pièces graphiques, maquettes BIM et le dossier DCE phase 1) ils sont accessible au niveau de la consultation 25-TV004CCH dans « Pièces de consultation ».

En ce qui concerne les diagnostics techniques et le dossier DCE phase 2 complet, il convient d'aller sur le lien « en savoir plus sur la consultation

PIECES ADMINISTRATIVES

Permis de construire :

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	3 / 25

- 📁 01_CERFA
- 📁 02_PC
- 📁 03_PC 27
- 📁 04_PC 39
- 📁 05_PC 40
- 📁 06_Dossier AREP
- 📁 07_Notes Explicatives PC
- 📁 08_Attendus

A- PIECES ECRITES

L'avis d'appel public à la concurrence ;
 Le présent règlement de la consultation (RC) et ses annexes (bulletin de visite/ attestation sanction contre la Russie) ;
 Les actes d'engagement (AE) et leur annexe financière respective : Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) pour chacun des lots;
 Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
 Le CCTP de chacun des lots

B- PIECES GRAPHIQUES

Selon liste des pièces DCE :

- 1-ARCHI
- 2-STRUCTURE
- 3-CVC
- 4-PLMB
- 5-FM
- 6-PNEUMATIQUE
- 7-CFO CFA
- 8-VRD

C- MAQUETTES BIM

- 📄 021-CCH-01-019-DCE_COCHIN_HEMATO_ARC_R21.rvt
- 📄 021-CCH-01-019-DCE_COCHIN_HEMATO_CVS_R21.rvt
- 📄 021-CCH-01-019-DCE_COCHIN_HEMATO_ELE_MN_TN_R21.rvt
- 📄 021-CCH-01-019-DCE_COCHIN_HEMATO_STR_R21.rvt
- 📄 021-CCH-01-019-DCE_COCHIN_HEMATO_ARC_R21.ifc
- 📄 021-CCH-01-019-DCE_COCHIN_HEMATO_CVS_R21.ifc
- 📄 021-CCH-01-019-DCE_COCHIN_HEMATO_ELE_MN_TN_R21.ifc
- 📄 021-CCH-01-019-DCE_COCHIN_HEMATO_STR_R21.ifc

D- DIAGNOSTICS TECHNIQUES

Acoustique

📄 r2306-5696-CH-APHP-MESURE BRUIT RESIDUEL-HOPITAL COCHIN-PARIS 14-Residuel-230710

Amiante Plomb Merule Terme

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	4 / 25

-  20221212_CCH_DAAT_Pasteur A_V06.pdf
-  20221212_CCH_DPAT_Pasteur A.pdf
-  20240624_CCH_DAAD_BAT.PASTEUR.B_V05.pdf
-  20240624_CCH_RPAD_BAT.PASTEUR.B.pdf
-  20240702_CCH_DAAT_BAT.DELBET_V01.pdf
-  20240702_CCH_DPAT_BAT.DELBET.pdf
-  Rapport Amiante_VOIRIE PASTEUR_ 20230711.pdf
-  RMAT_COCHIN_S1AR1_BATIMENTPASTEUR.A.pdf
-  RPAT_COCHIN_S1AR1_BATIMENTPASTEUR.A.pdf
-  RTAT_COCHIN_S1AR1_BATIMENTPASTEUR.A.pdf

Etude géotechnique

-  Scans bâtiment existant
-  A125054_Hôpital_Cochin_Restructuration_G2PRO-G5_A
-  20230329_Hôpital_Cochin_Paris_G5 Fouille reco fondation.pdf

Géomètre

-  01 - Plan des façades_Hôpital Cochin
-  1-Topographie
-  2-Façades
-  03 - Plan des coupes_Hôpital Cochin
-  3-Coupes
-  04 - Plan des toitures_Hôpital Cochin
-  4-Détection
-  5-Toitures
-  Charpente et galeries
-  PlotCfgs
-  Réseaux
-  2024-01-19_Complément relevés extérieurs
-  CCH_MAS_Général_Galeries_Réseaux_GTA_2014
-  D230309_Hôpital Cochin_PASTEUR A_28.06.23_Ind A - Standard
-  P210325_COUPE_0-C1_100
-  P210325_COUPE_0-C3_100
-  P210325_COUPE_0-C4_100
-  P210325_COUPE_0-C5_100
-  P210325_FAC_0-F1_100
-  P210325_FAC_0-F2_100
-  P210325_FAC_0-F3_100
-  P210325_FAC_0-F4_100
-  P210325_FAC_0-F5_100
-  P210325_FAC_0-F6_100
-  P210325_FAC_0-F7_100

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	5 / 25

-  P210325_FAC_0-F8_100
-  P210325_FAC_0-F9_100
-  P210325_FAC_0-F10_100
-  P210325_FAC_0-F11_100
-  P210325_FAC_0-F12_100
-  P210325_FAC_0-F13_100
-  P210325_FAC_0-F14_100
-  P210325_FAC_0-F15_100
-  P210325_FAC_0-F16_100
-  P210325_FAC_0-F17_100
-  P210325_FAC_0-F18_100
-  P210325_FAC_0-F19_100
-  P210325_FAC_0-F20_100
-  P210325_FAC_0-F21_100
-  P210325_FAC_0-F22_100
-  P210325_FAC_0-F23_100
-  P210325_FAC_0-F24_100
-  P210325_FAC_0-F25_100
-  P210325_FAC_0-F26_100
-  P210325_FAC_0-F27_100
-  P210325_TOI_0-Prés100
-  P210325_Top_200a
-  P210325_TOP_A - Standard
-  P230120_A - Standard
-  P230120_COUPE C6_A
-  P230120_COUPE C6_A
-  P230120_COUPE C6_A-C6_100
-  P230120_COUPE C6_B - Standard
-  P230120_COUPE-C2-COMPL_A
-  P230120_COUPE-C2-COMPL_A-C2_100
-  P230120_TOP_B
-  P230120_TOP_B-TOP_200a
-  Plan des IC_HAPHP Cochon PASTEUR A_SYNTHESE DES RESEAUX

PEMD

-  C-DI78-2024-30-219950 PEMD Bâtiment PASTEUR - LAVOISIER PARIS (1)

Stratigraphie

-  Rapport de sondages_compressed

Structure

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	6 / 25

-  1996.08.30_Plan Recollement pieux.pdf
 -  2023.06.22_Diagnostic structurel.pdf
 -  110610-18.077_164 Diagnostic Charpente bois -Hopital Cochin .pdf
 -  Annexe 1 - Rapport Analyse Prélèvement Bois - Arbalétrier Comble Bloc Nord - Past...
 -  Annexe 2 - Capacités Portantes Admissibles - Structures Horizontales (Poutres et pla...
 -  STO-24-786-RAPP-A-Dignostic Structure-Hopital Cochin-Bâti Pasteur-PARIS 14.pdf
-

E- DOSSIER DCE PHASE 1

-  021-CCH-01-019-DCE_DEM 10_DOSSIER PC
-  021-CCH-01-019-DCE_DEM 12_PLAN EDL DES BATIMENTS EXISTANTS
-  021-CCH-01-019-DCE_DEM 00_LISTE PIECES
-  021-CCH-01-019-DCE_DEM 01_CCTP
-  021-CCH-01-019-DCE_DEM 02_CDPGF
-  021-CCH-01-019-DCE_DEM 02_CDPGF
-  021-CCH-01-019-DCE_DEM 03_CHARTRE CHANTIER FAIBLES IMPACTS
-  021-CCH-01-019-DCE_DEM 04_PIC
-  021-CCH-01-019-DCE_DEM 05_PLANNING PHASE 01
-  021-CCH-01-019-DCE_DEM 06.1_PGC ANNEXES
-  021-CCH-01-019-DCE_DEM 06.2_PGC DHOL
-  021-CCH-01-019-DCE_DEM 06_PGC
-  021-CCH-01-019-DCE_DEM 07.1_PLAN DEM PHSS
-  021-CCH-01-019-DCE_DEM 07.2_PLAN DEM PHRDC
-  021-CCH-01-019-DCE_DEM 07.3_PLAN DEM PHR1
-  021-CCH-01-019-DCE_DEM 07.4_REPERAGE DES ARBRES
-  021-CCH-01-019-DCE_DEM 07.5_REPERAGE MEN CONSERVEES
-  021-CCH-01-019-DCE_DEM 11_PLAN RESAUX EXT EXISTANTS
-  021-CCH-01-019-DCE_DEM 13_RICT

F- DOSSIER DCE PHASE 2 COMPLET

Selon liste des pièces DCE

Lors du téléchargement du DCE, le candidat doit faire part de son nom, d'une adresse, ainsi que du nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, en particulier les éventuelles précisions.

2.2 Forme des prix

Pour le lot 1 « Injections » le marché est à prix global forfaitaire et unitaire au sens de l'article R.2112-6 du Code de la Commande Publique.

Le marché est à prix global forfaitaire au sens de l'article R.2112-6 du Code de la Commande Publique pour les lots 2 à 17.

Le marché est à prix révisables au sens des articles R.2112 – (7 à 14) et R.3123 – (16 à 19) du Code de la Commande Publique.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	7 / 25

2.3 Décomposition en lots, tranches et étendue

Les prestations sont réunies en 17 lots ; les lots concernés par cette consultation sont les lots 2, 7 et 12.

N° LOT	DESIGNATION DES LOTS	DUREE PREVISIONNELLE DU LOT EN MOIS
01	Injections	6
02	Terrassements – Fondations – Gros Œuvre	12
03	Couverture – Etanchéité	4
04	Façades existantes et neuves	5
05	Serrureries	4
06	Menuiseries extérieures Aluminium et bois – Bardages – Occultations	4
07	Menuiseries intérieures – Protections Murales - Mobiliers - Signalétique	8
08	Cloisons – Doublages – Plafonds – Faux-Plafond	5
09	Peintures – Nettoyage	5
10	Sols souples	4
11	Carrelage – Faïence	4
12	Chauffage – Ventilation – Climatisation - Plomberie	8
13	Courants Forts – Courants Faibles	8
14	Fluides Médicaux	8
15	Pneumatique	8
16	Ascenseurs	2
17	VRD – Espaces Verts	2

Les candidats peuvent soumissionner à un, plusieurs ou la totalité des 3 lots de la consultation.

Le présent marché n'est pas fractionné en tranches.

Le détail des prestations faisant l'objet du marché est précisé dans le CCTP et CCAP.

2.4 Modalités essentielles de financement et de paiement

L'exécution du marché sera financée par le budget du Groupe hospitalo-Universitaire APHP. Centre - Université Paris Cité.

Le marché d'un montant supérieur à 152 450 € toutes taxes comprises est soumis au versement d'une retenue de garantie dans les conditions fixées à l'article 5 du CCAP.

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et dans le cahier des clauses techniques particulières.

Il est fait application des articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique. Le titulaire peut renoncer au bénéfice de l'avance en l'indiquant dans l'acte d'engagement.

2.5 Modalités de modification du marché en cours d'exécution :

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir à des clauses de réexamen incluses au CCAP de la présente consultation, en application de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique. Ces modifications pourront intervenir par l'établissement d'avenants en application de l'article 3.3.2.2 du CCAP.

2.6 Variante - Prestation Supplémentaire Éventuelle

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	8 / 25

La présente consultation est lancée sans variante et sans PSE :

Les candidats doivent respecter les prescriptions du CCTP.

2.7 Modification du dossier de consultation

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications aux spécifications techniques obligatoires du CCTP, dans le cadre de l'offre proposée en solution de base.

Ils doivent en respecter l'intégralité des prescriptions.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter, **au plus tard le 3 mars 2025**, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché

Il informera alors tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée à l'initiative du pouvoir adjudicateur, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 Période d'exécution

Le marché qui sera passé à l'issue de la consultation, sera conclu pour la période de **28 mois dont une période de préparation de chantier de 3 mois dont un mois pour le lot injection**, à partir de la date fixée par l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur du lot de commencer l'exécution des travaux.

Les travaux commenceront, à titre indicatif au mois de juillet 2025.

2.9 Délai de validité des offres

Les candidats restent engagés par leur offre pendant un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres finales.

2.10 Groupement de candidats

Le candidat peut se présenter sous forme de groupement sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Dans ce cas, le formulaire DC1 devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété. Les actes d'engagement et les annexes financières devront être soit co-signés par l'ensemble des entreprises groupées, soit signés par le mandataire seul dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Dans les deux formes de groupement, le nom du mandataire doit être expressément désigné dans l'acte d'engagement.

Chaque membre du groupement doit fournir les documents listés à l'article 3.1.

Un même candidat ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. De même, le candidat n'est pas autorisé à présenter, pour le marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupement(s) ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R.2142-24 du Code de la Commande publique, le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres constitutifs pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

➤ Communications et échanges d'informations par voie électronique

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	9 / 25

En cas de groupement un outil de co-signature est disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> en cliquant sur l'item « Outils informatiques ».

2.11 Sous-traitance

■ Si la déclaration de sous-traitance est réalisée au moment de l'offre :

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Néanmoins, au regard des articles L. 2193-1 à L. 2193-3 du Code de la commande publique, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Par ailleurs, conformément aux articles ci-dessus et, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquels le candidat s'appuie.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ou équivalent ; les moyens techniques et humains des sous-traitants doivent être présentés.

L'acceptation des sous-traitants est conditionnée par la production des pièces citées à l'article 3.1.

■ Si la déclaration de sous-traitance est réalisée après la notification du marché :

Dans le cas où la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché public, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre Ier du présent titre s'appliquent, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2.12 Visite des candidats :

La réalisation effective de la visite conditionne la validité de l'offre.

La visite est individuelle et doit avoir lieu **au plus tard le mercredi 26 février 2025**.

Les visites se déroulent à l'adresse suivante :

Hôpital COCHIN

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	10 / 25

123 boulevard de Port Royal
75679 Paris Cédex 14

ATTENTION

Il est rappelé que la réalisation effective de la visite conditionne la validité de l'offre. A cet effet, une fiche de visite de site sera remplie conformément à l'article suivant attestant de la réalisation de la visite et devra être joint à l'appui de la remise des offres.

2.12.1 Modalités d'organisation de la visite

Il vous appartient de contacter :

Ali ALIOUCHE / ali.aliouche@aphp.fr / 01 58 41 13 45

- Visite uniquement sur RDV du Lundi au Vendredi de 9h00 à 17h00
- Visite individuelle.

Il vous appartient également de vous munir, pour la visite de la fiche jointe en annexe du présent règlement de consultation.
La fiche de visite signée par le représentant du site est à remettre avec votre offre.

2.12.2 Questions pendant la visite

Aucune réponse orale n'est apportée aux questions du candidat pendant la visite.

Le candidat doit poser ses questions via l'espace « Question » associé à la consultation de la plate-forme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr/> selon les modalités décrites dans le présent règlement de consultation au chapitre « Renseignements complémentaires ».

La Cellule marchés du Groupe hospitalo-Universitaire AP-HP Centre Université Paris Cité transmet ensuite une note d'information comprenant les questions et les réponses à l'ensemble des candidats qui ont ainsi les mêmes éléments en leur possession afin de constituer leur offre.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	11 / 25

ARTICLE 3. CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET DES DOSSIERS D'OFFRE

3.1 Les conditions de langue

La langue utilisée pour présenter les candidatures et les offres est le français.¹

Conformément à l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

3.2 Le dossier de candidature

3.2.1. Constitution du dossier de candidature :

En application de l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique, le candidat produit à l'appui de sa candidature :

1° Le formulaire DC1 ou équivalent daté.

OU Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article R. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

2° Le formulaire DC2 ou équivalent, les mentions du capital et du chiffre d'affaires doivent être suivies de l'unité monétaire correspondante.

Ces formulaires sont disponibles sur le site du Ministère de l'Économie et des Finances sur le lien suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

3° En complément du formulaire DC2 ou équivalent, **les documents et renseignements listés à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics aux fins d'appréciation de leur capacité économique et financière**, c'est-à-dire :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles;
- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents;

4° Les documents et renseignements listés à l'article 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics aux fins d'appréciation de leur capacité techniques et professionnelles, c'est-à-dire :

- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur peut indiquer que les éléments de preuve

¹ Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et à la circulaire d'application du 19 mars 1996 publiée au JORF du 20 mars 1996.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	12 / 25

- relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
 - L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public ;
 - L'indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité et, lorsqu'il s'agit de marchés publics de travaux, auquel le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage ;
 - Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
 - La description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
 - L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public ;
 - Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;

Dans le cadre de cette consultation, des exigences minimales sont requises.

Pour chacun des lots, les candidats devront avoir un niveau de qualification ; un effectif et un chiffre d'affaires annuel, selon les modalités indiquées ci-après :

Pour le titulaire et le(s) sous-traitant(s) désigné(s) au stade de l'offre	Compétences (Qualifications <u>ou</u> références techniques équivalentes)	Effectif	CA annuel (classification) (*)
Terrassements – Fondations – Gros Œuvre	Références équivalentes ou Qualibat: 1112 ; 1233 ; 1311 ; 2112 ; 2114	Eff5	CA8
Menuiseries intérieures – Protections Murales - Mobiliers - Signalétique	Références équivalentes ou Qualibat : 4312	Eff2	CA5
Chauffage – Ventilation – Climatisation - Plomberie	Références équivalentes ou Qualibat : 5113 ; 5252 ; 5312 ; 5313 ; 5322	Eff3	CA7

(*) Pour rappel : Le CA minimum exigé ne peut être supérieur à deux fois le montant annuel du marché.

- Classification chiffre d'affaires annuel (H.T)

- CA 1 : Pas de minimum
- CA 2 : Au minimum 225 k€
- CA 3 : Au minimum 450 k€
- CA 4 : Au minimum 900 k€
- CA 5 : Au minimum 1.35 M€
- CA 6 : Au minimum 2.25 M€
- CA 7 : Au minimum 5.5 M€
- CA 8 : Au minimum 11 M€
- CA 9 : Au minimum 22 M€
- CA 10 : Au minimum 55 M€
- CA 11 : Au minimum 110 M€

- Classification des effectifs moyens annuel

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	13 / 25

Eff 1 : inf à 6
Eff 2 : de 6 à 20
Eff 3 : de 21 à 50
Eff 4 : de 51 à 100
Eff 5 : de 101 à 300
Eff 6 : plus de 300

Dans le cas où une entreprise répondrait à plusieurs lots et si elle n'est pas en mesure de différencier les niveaux minimaux demandés par domaines d'activité, le cumul des estimations moyennes annuelles doit être pris en compte.

5° Des autres pièces justificatives mentionnées notamment aux articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, à savoir :

- **L'attestation de régularité fiscale délivrée au 31/12 de l'année n -1 par le comptable public ou équivalent.** L'année n correspond à l'année de publication de la présente consultation ainsi que **l'attestation sociale délivrée par l'URSSAF.**

Pour les candidats établis dans un État autre que la France, il sera demandé de produire les documents listés à l'article R. 2143-5 du Code de la commande publique. Ces documents seront accompagnés d'une traduction en français en application des articles précédemment cités ;

- **Une copie de la police d'assurance de responsabilité civile**, demande justifiée par les contraintes d'accueil du public dans les hôpitaux, conformément aux exigences déterminées dans le CCAP;
- **Un extrait du K bis ou équivalent** (datant de moins de 3 mois à la date d'envoi de la candidature) ainsi que la composition du capital ;
- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, **la copie du ou des jugements prononcés ;**
- **Toute autre pièce que le candidat estime de nature à appuyer sa candidature**, dont notamment des liens avec des entreprises adaptées ou des établissements et services d'aide par le travail ;
- **Les documents mentionnés dans la partie F1**, ou si le candidat est domicilié à l'étranger, dans la partie G du formulaire Notif1 disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>
- Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent présenter tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles.
- Si le signataire des pièces de candidature et des offres n'est pas le représentant légal de la société, un pouvoir au nom du signataire est nécessaire.
- Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu'elle figure dans le K Bis, à l'exclusion des appellations abrégées et commerciales.
- Dans le cadre des mesures de sanctions économiques contre la Fédération de Russie et ses ressortissants dans les marchés publics, l'annexe au règlement de consultation (attestation ci-jointe) imprimée sur papier à entête de la société dûment complétée datée et signée électroniquement

Les éléments relatifs à la candidature doivent être clairement identifiés comme tels.

En cas de non présentation dans le dossier de candidature, ces documents doivent être fournis dans les **3** jours suivant l'envoi d'une demande de précision sur le contenu des candidatures. Le jour de l'envoi et le jour de réception des documents ne sont pas comptabilisés.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	14 / 25

La production des documents dûment complétés dans le délai imparti conditionne la validité de la candidature.

3.2.2. Mise à disposition des documents et renseignement par le biais d'un système électronique

Conformément à l'article R. 2143-13 à R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Il devra en revanche fournir l'annexe au DCE (Attestation du Candidat) dûment remplie et signée par la personne habilitée à engager la société ou chaque membre du groupement et retourner les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	15 / 25

3.3 Offre technique et financière

3.3.1. Documents obligatoires

Chaque candidat formule son offre en produisant :

- **L'acte d'engagement** complété et obligatoirement signé électroniquement par une personne habilitée à engager la société ou chaque membre du groupement (Article premier §1.1) et en cas de groupement (Article premier §1.2) ;
- **L'annexe financière** dûment complétée et signée électroniquement (DPGF);

Le candidat est tenu de répondre à la totalité des prestations ou des articles désigné(e)s dans le lot. Les prix seront obligatoirement franco de port et d'emballages quelle que soit la quantité commandée / dès que le montant (ou quantité) minimum est atteint. A défaut, les prix pourront être majorés d'un surcoût à mentionner dans les annexes financières. **Le cadre de DPGF devra être strictement suivi et aucun ajout de ligne ou de prestations ne sera toléré. L'entrepreneur est libre d'apporter des précisions techniques (marques, dimensions) dans le cadre fourni. Il est demandé à l'entrepreneur de remplir toutes les lignes du DPGF.**

Tout ajout ou suppression entraînera l'élimination du candidat.

Dans le cas de groupement autorisé de candidats (voir art. 2.10), l'acte d'engagement ainsi que les annexes financières devront être signés électroniquement soit par le mandataire expressément désigné et tous les membres soit par le mandataire du groupement, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

- **Le mémoire technique** dûment renseigné et signé comprenant tous les éléments analysés à l'article 6.2

Le mémoire technique précisera les dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des prestations. Le candidat doit fournir dans son mémoire technique, les éléments pertinents permettant d'apprécier la valeur technique de l'offre. En cas de groupement (si Acte d'engagement en Groupement), les titulaires ne fourniront qu'un seul mémoire technique conjoint.

→ Le mémoire technique et organisationnel devra impérativement reprendre chaque item du sommaire proposé ci-dessous par la maîtrise d'ouvrage, dans l'ordre prescrit : Seuls les critères demandés seront analysés, toutes les autres indications et documents fournis par l'entreprise ne seront pas pris en compte et ne pourront être contractuels si le candidat est retenu. Seuls les éléments de réponses s'intégrant dans le sommaire ci-dessous seront pris en compte. Le mémoire technique peut faire référence à des annexes clairement identifiées pour étayer les informations présentes dans le mémoire technique.

Sommaire du mémoire technique :

- 1. Introduction**
Compréhension du projet
Présentation de l'entreprise
- 2. Procédés techniques et moyens matériels**
Éléments de réponse pour le sous-critère 2.1
- 3. Organisation et moyens humains**
Éléments de réponse pour le sous-critère 2.2

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	16 / 25

4. Hygiène, Sécurité / Qualité / Prise en compte de l'environnement hospitalier

Eléments de réponse pour le sous-critère 2.3

5. Démarche environnementale

Eléments de réponse pour le sous-critère 2.4

6. Planning et organisation de chantier

Eléments de réponse pour le sous-critère 2.5

A minima les entrepreneurs fourniront en annexe du mémoire les fiches techniques suivantes :

LOT 02 GO :

Fiche technique banches, bac collaborant

Fiches béton, Goujons

Fiches techniques produits de traitement des JD, appui de fenêtres

Fiches techniques des isolants et rupteurs de ponts thermiques

LOT 12 : CVC - PLOMBERIE

Fiches techniques grilles de reprises / soufflages / rejets / Désenfumage

Fiches techniques ATA/CTA

Fiches techniques Plafond filtrant – Diffuseurs porte filtre + Filtre + Batterie terminale

Fiches techniques Échangeurs

Fiche techniques préparateur ECS

Fiches techniques appareils sanitaires et accessoires sanitaires

➤ **Le bulletin de visite**

En tout état de cause, le candidat demeure engagé par son offre.

Le candidat est tenu de répondre à la totalité des prestations ou des articles désigné(e)s dans le lot.

Dans le cas de groupement autorisé de candidats (voir art. 2.10), l'acte d'engagement ainsi que les annexes financières devront être signés électroniquement soit par le mandataire expressément désigné et tous les membres soit par le mandataire du groupement, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

La production des documents listés ci-dessus dûment complétés conditionne la validité de l'offre.

3.3.2. Documents exigibles nécessaires à l'évaluation de l'offre

Sans objet

3.3.3. Documents complémentaires souhaités par l'AP-HP

- Un RIB.
- Une facture vierge (les Conditions Générales de Ventes sont systématiquement nulles et non avenues).
- Imprimé DC 4 ou équivalent, en cas de sous-traitance, date et signature électroniques obligatoires.
- **Fournir une version de la DPGF au format Excel**

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	17 / 25

3.3.4. Échantillons (le cas échéant)

Pour la présente consultation, aucun échantillon n'est demandé.

3.4 Présentation des candidatures et des offres dématérialisées

Lors de la transmission par voie électronique, l'enveloppe du candidat sera constituée de deux dossiers intitulés :

- « **Candidature** » comprenant les éléments demandés au paragraphe 3.2
- « **Offre technique et financière** » comprenant les éléments demandés au paragraphe 3.3.1 et 3.3.3.

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, le candidat doit tenir compte des indications suivantes :

L'offre doit être présentée selon des formats utilisés dans les documents du DCE

Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF, DWG, DXF.

Les fichiers du pli dématérialisé doivent respecter une règle de nommage

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante :

- Le nom de l'opérateur économique (ex : société, association, personne publique) : il peut être entier, ou bien être raccourci

Suivi de :

- La désignation de la pièce qui devra être la plus claire et la plus simple possible
- Le nom des fichiers des pièces "importantes" sera précédé du _ (tiret du 8), ceci permettant de les faire figurer en début d'arborescence (Cf. exemple).

o Ces pièces sont notamment :

- L'Acte d'engagement
- Le CCAP et ses annexes
- Le CCTP et ses annexes
- Le CDRF
- Le CDRT
- La délégation de pouvoir ou de signature
- Le DC1
- Le DC2
- Le K Bis
- L'attestation de régularité des certificats fiscaux et sociaux
- Le RIB

Exemple :

Pour le dossier relatif aux pièces de candidature :

A.P.-H.P.	Consultation n°25-
RC	Dernière mise à jour d

Pour le dossier relatif aux pièces de l'offre

-  _ Nom_AE
-  _ Nom_CDRF
-  _ Nom_CDRT
-  Nom_CV
-  Nom_facture vierge
-  Nom_fiches techniques
-  Nom_rapport RSE
-  Nom_références

-  _Nom_DC1
-  _Nom_DC2
-  _Nom_Kbis
-  _Nom_Pouvoir
-  _Nom_RIB
-  Nom_Attestations fiscales et sociales
-  Nom_Bilans
-  Nom_Certificats ISO
-  Nom_Déclaration chiffres d'affaires
-  Nom_Effectifs

Les documents suivants doivent être présentés dans un format et une version informatique a minima compatible avec les fichiers téléchargés sur la plate-forme : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> . :

- Acte d'engagement ;
- Annexes financières ;
- Cadre de réponse technique.

Ce format permettra le traitement par l'APHP, des données transmises. Il est entendu que les documents fournis par le candidat étant certifiés par la signature électronique, ne seront aucunement modifiés par L'APHP (hormis la partie administrative de l'acte d'engagement –p1 et 3).

ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

La remise des plis par voie dématérialisée est obligatoire conformément à l'article R.2132-7 du Code de la Commande Publique.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat et pour un même lot, seule est ouverte la dernière offre reçue, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

La transmission des documents sur support papier ou sur support physique électronique entrainera l'irrégularité de l'offre du candidat (hors dépôt de la copie de sauvegarde).

En application de l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, les candidats ont la possibilité de répondre via le site dont l'adresse Internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les plis électroniques devront impérativement être déposés sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Avant le lundi 10 mars 2025 à 12h00

Pour répondre sous forme dématérialisée, le candidat doit être inscrit sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et la personne habilitée à engager le candidat doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer les fichiers composant sa réponse.

Les documents constitutifs de l'offre (acte d'engagement, annexes financières et cadre de réponse technique) devront être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique valide.

L'absence ou l'invalidité de la signature électronique n'entraînera pas l'élimination du candidat mais celui-ci sera invité en cas d'attribution à signer sous forme matérialisée les principaux documents constitutifs de son offre soit l'acte d'engagement et les annexes financières.

Attention, la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	19 / 25

Le certificat de signature électronique utilisé doit être conforme aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 (certificat qualifié et conforme au règlement « eIDAS ») ; les formats de signature acceptés sont XAdES, CAdES ou PAdES.

Dans le cas où le certificat de signature électronique utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre Etat-membre, le candidat doit fournir l'ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019.

Les candidats doivent prévoir un délai d'obtention pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines selon les fournisseurs. La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (DCE) via la plate-forme.

Pour que le candidat puisse procéder à un dépôt de plis électronique et à la signature électronique de ses documents, il doit disposer d'un micro-ordinateur qui respecte les prérequis de la plate-forme de dématérialisation :

https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=commun.PrerequisTechniques&calledFrom=entreprise#rubrique_2

Afin d'acquérir ces instruments, les candidats peuvent se référer à l'aide technique en ligne disponible dans la rubrique « Aide » sur le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

A l'exception des documents nécessitant d'être co-signés, l'opération d'horodatage et de signature électronique des documents est effectuée sur la plate-forme de dématérialisation lors du dépôt des candidatures. Dans le cas d'un groupement de candidats, il faudra en plus utiliser l'outil de co-signature comme indiqué à l'article 2.10.

Lors de son dépôt, le candidat doit signer individuellement les formulaires constitutifs de sa candidature et de son offre au moyen de son certificat de signature électronique.

En effet, la signature électronique d'un fichier zip (dossier électronique qui contient plusieurs autres documents électroniques) ne suffit pas. La seule signature d'un fichier zip contenant l'ensemble des documents ne peut être assimilée à la signature électronique de chacun de ces documents.

Par ailleurs, si l'un des formulaires constitutifs la candidature ou de l'offre du candidat est modifié après signature, le « couple » document signé et document de signature ne seront plus cohérents. La signature du document sera alors invalide. Il faut dans ce cas renouveler l'opération de signature du document modifié.

Les fichiers constitutifs de la candidature et de l'offre du candidat doivent être signés avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents accessible sur la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Néanmoins, si le candidat utilise un autre outil pour signer électroniquement ses documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- 1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- 2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	20 / 25

Après la préparation des fichiers, les candidats se connectent sur la plate-forme à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr/> . Ils doivent les déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse. Une fois l'ensemble des éléments réunis sur la page de constitution de la réponse, les candidats signent électroniquement l'ensemble des documents, lancent le chiffrage de l'offre complète, et enfin déposent les réponses.

Les échanges sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

→ **Copie de sauvegarde**

Lorsque, conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, la candidature et l'offre sont envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie (arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde).

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante :

**Hôpital Cochin Port-Royal
Cellule des Marchés
Bâtiment le Cloître Porte 4 – 2ème étage
123 Boulevard Port-Royal - 75014 PARIS**

Avant le lundi 10 mars 2025 à 12H00

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque l'APHP a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues à L'APHP dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais ou en cas d'absence de réussite d'ouverture de ces documents.

ARTICLE 5. DEPOT D'ECHANTILLONS

Aucun échantillon n'est à déposer dans le cadre de la présente consultation.

ARTICLE 6. SELECTION DES CANDIDATURES ET ANALYSE DES OFFRES

L'enregistrement et le jugement des offres sont effectués dans les conditions prévues aux articles R. 2152-1 à R2152-13 du Code de la commande publique.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	21 / 25

6.1 Sélection des candidatures

Les candidatures sont appréciées selon les exigences minimales requises à l'article 3.2.1 du RC.

6.2 Analyse des offres

Pour le jugement, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) procède comme indiqué aux articles R. 2152-6 à R. 2152-7 du Code de la commande publique.

Les offres sont appréciées au moyen de la liste des critères pondérés et publiés, le cas échéant, dans l'avis d'appel public à la concurrence :

CRITERE / Sous-critère		Pondération
VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE		7 points
Sous critère 1	Procédés techniques et moyens matériels	3 points
	<ul style="list-style-type: none">- Procédés techniques de mise en œuvre de la solution technique définie au CCTP- Moyens matériels nécessaires, pour garantir le phasage et le délai du marché,- Fiches produits des matériels, matériaux et équipements proposés intégrés au présent marché,- Méthodologie d'intervention sur le bâtiment existant à réhabiliter,- Matériels et engins prévus pour le chantier, en particulier dans le bâtiment existant,- Capacité de l'entreprise à intervenir en site hospitalier	
Sous critère 2	Organisation et moyens humains	2 points
	<ul style="list-style-type: none">- Encadrement de l'équipe sur le chantier (avec CV), durée prévisionnelle de présence et pourcentage d'imputation sur le chantier- Présentation d'un organigramme détaillé mentionnant les divers intervenants proposés, illustrant la méthodologie proposée y compris en cas de sous-traitance envisagée. En cas de groupement (si Acte d'engagement en Groupement) : répartition des prestations et des responsabilités (convention de groupement), rôle du mandataire.- Définition des moyens mis en œuvre pour la réalisation des études d'exécution et la participation à cellule de synthèse, moyens mis en place pour traiter les fiches de travaux modificatifs (Moyens et organigramme)- Les interfaces avec les services techniques de l'hôpital en lien avec les déconnexions de réseaux,- Moyens mise en œuvre pour la gestion et le suivi des levées des réserves en phase OPR. Moyens mise en œuvre pour la gestion de la GPA,	

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	22 / 25

	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Uniquement pour le lot 12 :</u> • Une notice précisant les protocoles de qualification selon la norme NFS90 351 – le planning – le prestataire sous-traitant – les méthodologies d'intervention (isolation des zones – communication – mise à blanc – ...) • Une notice précisant les protocoles de désinfection de tous les réseaux sanitaires. 	
Sous critère 3	Hygiène, Sécurité / Qualité / Prise en compte de l'environnement hospitalier.	1 point
	<ul style="list-style-type: none"> - Plan d'Assurance Qualité (PAQ), gestion des non conformités et modes opératoires préparatoires, - Moyens mis en œuvre par l'entreprise pour garantir la sécurité et la santé des personnes intervenantes sur le chantier et dispositions COVID - Respect de la chartre chantier vert - Moyens (humains et matériels) pour assurer la propreté journalière du chantier et du poste de travail - Prise en compte de l'environnement hospitalier notamment en ce qui concerne les risques aspergillaires 	
Sous critère 4	Planning et organisation de chantier	1 point
	<ul style="list-style-type: none"> - Une note d'organisation est demandée avec les effectifs prévus sur le chantier suivant planning de l'OPC et dispositions pour le respect du planning, organisation par rapport aux moyens globaux de l'entreprise. - Détails sur la gestion des approvisionnements, organisation des stockages intérieurs et extérieurs, - Planning détaillé d'exécution des prestations du lot (de la préparation de chantier à la réception) dans le respect du planning de référence du DCE, avec interfaces avec les autres lots, délais de fabrication et d'approvisionnement et délais d'études accompagné d'une note justificative sur les délais et enchaînements de tâches proposé 	
DEVELOPPEMENT DURABLE		1 point
	<ul style="list-style-type: none"> - Respect de la chartre chantier vert - Dispositions environnementales : Dispositions prévues par l'entreprise pour ne pas générer de nuisances (bruit, poussières, vibrations,), Gestion du tri : Mesures prévues pour la gestion du tri sur le chantier, formation des compagnons ; Moyens pour réduire les déchets à la source, valorisation, recyclage, réutilisation des déchets ; - Certifications environnementales - Démarche environnementale mise en œuvre par l'entreprise 	
A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	23 / 25

PRIX DES PRESTATIONS		12 points
Sous critère 1	Prix forfaitaire	10 points
	- Montant total de la DPGF	
Sous critère 2	DPGF : cohérence des métrés	2 points
	<ul style="list-style-type: none"> - Cet élément d'appréciation a pour objet de noter la fiabilité des quantités qui ont permis à l'entreprise d'établir son prix. Sont pris en compte les principaux postes. Ne sont pas pris dans le calcul, les postes qui sont établis sous l'unité « ensemble » ou qui ne représente qu'une faible valeur dans le montant de l'offre. - Pour chacun des postes, est calculé l'écart relatif entre la proposition de l'entreprise et les quantités estimées par la maîtrise d'œuvre. 	

Au vu des critères pondérés, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur classe les offres des candidats par ordre décroissant. Il retient l'offre économiquement la plus avantageuse, la mieux classée.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de reports seraient constatées dans la décomposition d'un prix figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en est pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix. En cas de refus, son offre est éliminée comme non cohérente.

Une offre peut être déclarée inacceptable si les crédits budgétaires alloués au marché après évaluation du besoin à satisfaire ne permettent pas à l'Assistance Publique de la financer.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut déclarer la consultation infructueuse.

En application des articles R. 2185-1 à R. 2185-2 du Code de la commande publique, la procédure peut être déclarée sans suite par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Pour le jugement de ces offres, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) procède comme indiqué à l'article 6.2 du présent règlement de consultation.

En cas d'égalité entre plusieurs offres, ce sera celle ayant obtenue la meilleure note sur le critère le plus prépondérant qui sera classée en première position.

ARTICLE 7. NOTIFICATION DES RESULTATS

En cas d'absence des attestations de régularité fiscale et sociale ou équivalent mentionnés ci-dessus, le candidat contribuable devra obligatoirement produire ces documents sous un délai de 3 jours à compter de la date de réception de la demande confirmée par lettre avec accusé de réception.

Au cas où ces documents ne parviendraient pas à L'APHP dans les délais impartis, la même demande sera faite au candidat classé n° 2 et le candidat classé n° 1 sera éliminé (article R. 2144-7 du Code de la commande publique).

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produit en outre dans les mêmes conditions les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du Code du travail (Les documents

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	24 / 25

mentionnés dans la partie F1, ou si le candidat est domicilié à l'étranger, dans la partie G du formulaire NOTI 1 ou équivalent).

Dès réception des imprimés OUV7 et des attestations de régularité fiscale et sociale ou équivalent (pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail), l'ensemble des candidats est informé par courrier transmis par voie électronique.

Si la signature électronique est invalide, l'attributaire du marché devra signer l'acte d'engagement et ses annexes financières, cette signature conditionnera la validité du marché

Après signature du marché par les autorités compétentes, le candidat retenu reçoit via la plateforme de dématérialisation une copie de l'acte d'engagement. S'il souhaite procéder au nantissement des créances nées de l'exécution du marché, il lui appartient de solliciter la remise d'une copie revêtue de la mention « exemplaire unique ».

ARTICLE 8. VOIES DE RECOURS

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Tribunal administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04.

Courrier électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

URL: <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en vue de répondre à la présente consultation, **les candidats peuvent poser une question** sur un fichier informatique type Word ou PDF **au plus tard jeudi 27/02/2025 avant 16H00** à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> au niveau de cette consultation dans la section « Question ».

La Cellule marchés transmet les réponses à ces questions au plus tard lundi 3 mars 2025 avant 18H00 par courriel via la plateforme de dématérialisation à l'adresse indiquée par les candidats lors du téléchargement du dossier sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV004CCH	APHP CUP
RC	Dernière mise à jour du : 22/01/2025	25 / 25